



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 268 Aout 2011

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

## Gauche - Droite : CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE

par Armel PECHEUL,

ancien recteur, professeur des universités, vice-président du M.I.L

intervention lors de la XXI<sup>e</sup> Convention Nationale du M.I.L

Quand vous m'avez demandé de traiter de la différence entre la droite et la gauche, je me suis dit que c'était peut-être une bonne occasion de se munir d'arguments pour pouvoir répondre à nos adversaires qui ont tendance à nous stigmatiser, et de revenir sur les fondamentaux pour savoir ce qui distingue la droite et la gauche.

Historiquement : la différence entre la droite et la gauche a une origine pon-

ctuelle, non idéologique. Au moment de la Révolution, le 28 août 1789, il se pose une question aux Etats Généraux : doit-on ou non accorder le droit de veto au Roi ? Il y a un président de séance et puis, à ce moment-là, ceux qui sont plutôt pour accorder un droit de veto au Roi se sont mis à droite et ceux qui sont contre se sont mis à gauche. A partir de ce temps, ceux qui sont plutôt pour la préservation de l'ordre sont classés à droite et ceux qui sont plu-

tôt contestataires sont classés à gauche. Il n'y a pas d'autre origine idéologique. On ne trouvera chez aucun grand fossoyeur de l'humanité de gauche, ni chez Marx ni chez Lénine, d'explication sur la gauche et la droite. C'est en France que naît cette distinction pour des raisons tout à fait conjoncturelles.

## LA GAUCHE A ÉCHOUÉ

Deuxième chose qu'il faudrait rappeler : la gauche a échoué sur trois idées complètement dépassées. Tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle, la gauche a défendu un point de vue idéologique, un second point de vue des principes qui doivent gouverner la société et un troisième point de vue sur les principes qui doivent conduire la politique d'un pays afin de transformer profondément la mentalité et la vie des gens.

### L'idée de République

La première idée qui caractérise la gauche depuis la Révolution française, en France, est l'idée de République. Force est bien de constater que je ne vois pas à droite de gens qui seraient contre la République. Elle a pu balbutier, elle a pu hésiter tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle mais personne ne pourra nous taxer, nous gens de droite, d'être anti-républicains. Cette partie du discours est devenue complètement dépassée.

### Laïcité

La deuxième grande idée de la gauche, on l'a vue apparaître à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, est l'idée de laïcité, soi-disant une idée de gauche. Mais, la laïcité n'est pas une idée de gauche. La connaissance de la philosophie chrétienne rappelle que la séparation de l'Eglise et de l'Etat (rendons à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César), est typiquement une idée maîtresse du catholicisme, qui rompt avec le monde grec et le monde romain. La laïcité n'est pas une idée proprement de gauche, mais une restauration de la philosophie de base de la chrétienté. Il faudrait rappeler que de l'autre côté de la Méditerranée, ce qui va peut-être se mettre en place, est un système qui ne sera pas la démocratie, mais la confusion entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux, c'est-à-dire un schéma anti-chrétien et anti-laïque. Cette deuxième grande idée devait soi-disant séparer la droite et la gauche. Force est de constater que cette

idée n'est pas aujourd'hui remise en question et je ne vois pas de gens de droite qui pourraient contester en France la question de la laïcité. Je pense même qu'il va falloir la défendre et ce sera nous, à droite, qui devons le faire.

### L'anti-capitalisme

La troisième grande idée de la gauche est l'anti-capitalisme. L'éternelle discussion économique avec un peu de marxisme avec la défense des ouvriers contre le patronat. On pouvait l'expliquer dans le socialisme humanitaire de la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, au moment des grandes périodes d'industrialisation, avec un vaste exode rural. La classe ouvrière, pour parler comme un «marxiste», n'était pas forcément malheureuse, mais le progrès social devenait nécessaire. Je crois que nous n'avons pas de leçon à recevoir car les socialistes eux-mêmes ont totalement abandonné leur doctrine anti-capitaliste. Mitterrand le premier, puis Jospin ont expliqué qu'ils avaient complètement intégré l'économie de marché.

## LES RAPPORTS DROITE/GAUCHE

Qu'a apporté la gauche lorsqu'elle a été au pouvoir au XIX<sup>ème</sup> et au XX<sup>ème</sup> siècle ? De la ruine, du malheur, des échecs. Au plan international, cela a fait rêver des générations d'intellectuels. C'était la gestuelle révolutionnaire, l'utopie. Encore aujourd'hui, on nous sort un vieux héros qui s'appelle Che Guevara en oubliant qu'il fumait son cigare en regardant torturer les prisonniers à Cuba. Mais du

point de vue international, le socialisme, dans sa version communiste dure, qu'a-t-il apporté ? L'URSS avec le goulag : 100 millions de morts. La Chine, le Cambodge avec les Kmers Rouges et Cuba aujourd'hui. Autrement dit, il n'y a pas un seul exemple de socialisme ou de communisme réussi. A Chaque fois, les drames humains ont été immenses. Les pays sont sortis ensanglantés et ruinés. Il n'y a pas

d'exemple de réussite ! Au niveau national, quand on regarde toutes les expériences, depuis la III<sup>ème</sup> République, des prises de pouvoir par les socialistes, à chaque fois, cela a été la misère. Leur plus grand succès est le Front populaire. Que s'est-il passé quatre ans après 1936 ? La chambre qui a voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain est la chambre de 1936. La majorité qui a voté les pleins pouvoirs

au maréchal Pétain ne pouvait pas être composée que de gens de droite, mathématiquement impossible. C'est cette chambre qui, non seulement, a conduit à la défaite de 1940 mais qui a conduit aussi aux pleins pouvoirs du maréchal Pétain.

Après, ils sont revenus un peu au pouvoir en 1956 avec Mendès-France. Bel échec, dans la décolonisation. On a perdu l'Indochine, on a mis un tel bazar dans les anciennes colonies. Heureusement le général de Gaulle est venu mettre de l'ordre.

Mitterrand et Jospin, c'est le reniement absolu. Maastricht est le dernier acte de politique majeur que les socialistes ont apporté à la France, c'est-à-dire le renoncement. Ils ont bradé notre monnaie. Maastricht, c'est l'abdication des éléments essentiels de la souveraineté nationale, au premier rang desquels on trouve la monnaie.

### La gauche et les régions

La gauche garde encore une certaine notoriété et un certain pouvoir de malfaisance au niveau des collectivités territoriales. Elle reste encore très dangereuse, elle est écoutée mais les gens ne la croient plus. Une conséquence très néfaste de la décentralisation, se trouve dans les collectivités décentralisées, régions et départements. Ces collectivités dans lesquelles il y a la gabegie budgétaire et financière. La caisse est ouverte en permanence, démagogie permanente. Les collectivités locales sont en train d'endetter les générations futures

Les grandes composantes idéologiques de la gauche sont dépassées, ses expériences sont toutes des échecs.

L'électorat ne lui fait plus confiance pour diriger la France. Plus personne ne croit véritablement à l'idée de gauche sauf précisément dans les collectivités territoriales. Et pourtant elle continue à coloniser la pensée des journalistes, et la pensée d'une grande partie de l'électorat. Il y a un certain phénomène de gangrène à l'intérieur de l'esprit des gens de gauche. Pourquoi ? Parce qu'ils ont gardé du marxisme l'égalitarisme. Ils y ont ajouté un peu de Freud, l'irresponsabilité généralisée (ce n'est pas la faute du criminel, c'est la faute de la société, de ses parents, de sa petite sœur, etc, mais lui n'est jamais coupable ni responsable). Et un petit peu de Bourdieu le spécialiste des exclus, des victimes. Tout un chacun est né victime, est un exclu, qui doit se révolter comme un exclu de la terre.

### L'ordre moral

La gauche a trois méthodes bien connues : brandir l'ordre moral, le socialisme est le bien (ils ont hérité cela de Sartre) et la droite est le mal. Il vaut mieux avoir tort avec le communisme que d'avoir raison avec la droite. L'ordre moral est très dangereux car il se traduit progressivement à l'intérieur des législations et empêche de parler et d'écrire. Il introduit dans les textes de lois toute une série d'interdictions qui bloquent les idées. A propos de l'immigration par exemple, Eric Zemmour a dit : «les Français issus de l'immigration sont plus contrôlés que les autres parce que la plupart des trafiquants sont Noirs et Arabes. C'est un fait». Il a eu automatiquement un procès. En clair, cette interdiction, cet ordre moral est plus perni-

cieux, plus dangereux car il tue le débat. On ne peut plus développer des idées puisqu'il est interdit de prononcer un certain nombre de mots. C'est une première méthode sur laquelle j'attire votre attention et sur laquelle il faut résister.

### Disqualifier l'adversaire

La deuxième méthode est totalitaire également. Les fascistes mais surtout les communistes en Union soviétique pratiquaient cette méthode : l'attaque ad nomen pour disqualifier l'adversaire. On ne va pas discréditer effectivement le président de la République pour ses choix budgétaires, on va discréditer Nicolas Sarkozy pour le port de sa montre. On ne va pas discréditer madame Alliot-Marie pour la politique étrangère de la France, on va stigmatiser son voyage pendant ses vacances dans un avion privé. C'est typiquement une méthode totalitaire, qui est la disqualification de l'adversaire par des attaques personnelles le plus souvent «en dessous de la ceinture». En France on n'a pas tout vu contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis.

### L'émotion manipulatrice

Leur troisième méthode est l'émotion manipulatrice, l'indignation, la jalousie, la colère, les grands sentiments, la victimisation. On est effarouché, indigné et puis jaloux car effectivement on démontre que monsieur untel va gagner beaucoup d'argent. Inacceptable que M. ou Mme untel a pris un avion privé. C'est l'indignation, c'est l'émotion.

Voilà la façon dont ils procèdent. En face, nous sommes tous des «salauds».

## **SUR QUOI FAUT-IL RÉSISTER ?**

Cinq thèmes marquent notre différence et notre volonté de ne pas renoncer.

### La liberté

Le premier thème : la liberté. Ainsi «nous avons le droit de dire, le droit de parler, le droit de nous réunir et en échange de nos droits, nous avons des devoirs envers l'Etat, envers le pays». Cette notion de liberté est celle qui nous est chère. En face, qu'ont-ils ? Le droit de «l'homme», le droit de communautarisme, c'est-à-dire que personne n'a plus aucun devoir vis-à-vis de l'autre. Plus c'est petit, plus ça crie fort et plus cela doit être respecté, plus cela doit être doté de nouveaux droits qui sont principalement des «droits à » et non des «droits de». Je prends pour moi, petite communauté, je suis de couleur donc j'ai des droits, j'ai une orientation sexuelle différente, je dois avoir des droits. Ma quatrième grand-tante a été colonisée, je dois avoir des droits en tant que victime de la colonisation, etc. Cette conception, c'est le droit de «l'homme» mis à toutes les sauces. Notre conception des droits de l'homme, c'est la liberté et non le droit de «l'homme». Les avantages ne résultent pas de ce qu'ils appellent la diversité.

### Pour l'égalité des chances

Deuxième thème. Nous sommes des vrais républicains, nous sommes pour l'égalité des chances. Ils sont pour l'égalitarisme. Ce n'est pas du tout la

même chose. Nous rêvons tous, et c'est pour cette raison que nous sommes des gaullistes, de l'ascenseur social. Nous ne sommes pas des gens qui sont pour la perpétuation des privilèges. Nous souhaitons que chacun puisse avancer dans la société ou bénéficier de l'éducation en fonction de ses talents et de ses mérites. Et vive le courage ! Que ceux qui sont les plus courageux, les plus talentueux, les plus méritants et quelle que soit leur origine sociale, soient récompensés par de la promotion sociale, par l'argent, par la richesse. C'est notre conception de l'égalité des chances. Cela a été notre conception de l'éducation, cela a été notre conception du brassage social avec le service militaire. En face, eux sont pour l'égalitarisme, non par l'ascenseur social, non par la promotion des meilleurs quelle que soit leur origine sociale, mais pour le nivellement par le bas. Comme ils n'arrivent pas à transformer un baudet en cheval de course, et bien alors ils coupent les pattes du cheval pour qu'il devienne un baudet. Avec une telle conception, on ne peut faire avancer un pays et paradoxalement, la gauche caviar parvenu au pouvoir se pérennise. Cette gauche qui sort rarement des beaux quartiers, sauf éventuellement pour aller dans leur circonscription, de temps en temps, est résultat de l'égalitarisme : la duplication et le clonage systématiquement des élites car les gens qui sont à la base sont bloqués. Automati-

quement, ceux qui sont déjà au sommet restent. La société est bloquée et sclérosée. Pour cette raison la France est en panne et n'avance plus. Elle n'a pas l'énergie, le ressourcement nécessaire que lui procurait son ascenseur social par la promotion républicaine.

### Une société de responsabilité et de sécurité

Troisième thème. Nous sommes pour une société de responsabilité et de sécurité. Cela veut dire que nous sommes pour un Etat gendarme dans tous les sens du terme. L'Etat est là pour assurer la sécurité de ceux qui ont bonne conscience, qui sont honnêtes. A l'intérieur d'un pays dans lequel on vit en sécurité, on doit développer la responsabilité des uns et des autres. Responsabilité ça veut dire que chacun est libre : soit on fait des bonnes choses et tant mieux, soit on fait des mauvaises choses et on est puni. On accepte car c'est la sanction de la vie en collectivité. En face, ils nous proposent la victimisation et le laxisme généralisé. J'écoutais, en venant en voiture, l'histoire du récidiviste qui a tué à Pornic une jeune fille de vingt ans. Un journaliste typiquement de gauche, de la gauche caviar, était avec la sœur de celui qui était présumé coupable, elle disait qu'il fallait faire quelque chose. Et il répondait qu'il fallait le soigner. Non, elle disait qu'il fallait faire quelque chose pour que ça ne se reproduise plus car la famille savait qu'un jour ou l'autre il tuerait. Et le journa-

liste dit : «Ah ! oui mais c'est une victime». Il ne parlait pas de la victime c'est-à-dire de la jeune fille qui avait été assassinée mais parlait de l'assassin. La victime, c'est celle qui est morte et l'autre il faut l'enfermer et ne plus le laisse ressortir. C'est cela notre conception de la sécurité et de la responsabilité. Il faut rétablir la hiérarchie des choses, il y a des victimes et les victimes ne sont pas celles qui tuent.

### L'identité nationale

Quatrième thème, l'identité nationale. La France doit avoir une place dans le monde. Nous devons être fiers d'être français. En face, ils veulent le multiculturalisme qui est tout vaut tout et rien ne vaut. Vous pouvez venir d'où vous voulez, vous avez les mêmes droits que ceux qui sont là. Vous pouvez exprimer n'importe quelle idée, n'importe quelle valeur, tout est relatif et tout doit aller dans un grand bain où tout le monde se mélangera (hommes femmes réunis, couleurs réunies). Tout cela c'est l'avenir et évidemment tout cela va résister au grand conflit actuel qui va se passer de l'autre côté de la Méditerranée, au choc économique que l'on va avoir avec la Chine, au choc alimentaire qu'on va avoir dans les années à venir (parce que nourrir 9 milliards d'habitants dans le monde alors qu'on n'arrive pas à nourrir 6,5 milliards). C'est cette espèce de société béante où tout le monde est content, un grand Woodstock permanent. Je crois qu'il est temps de se réveiller parce que la France va avoir mal à cause de ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée. Je ne suis pas devin mais je gage que c'est plutôt les barbus qui vont arriver, en partie, au pouvoir et non les démocrates. Ce n'est

pas parce que vous avez 5.000 braillards dans la rue qu'automatiquement cela s'appelle la démocratie. Je me méfierais un petit peu de ces gens-là car on voit très bien que les gars qui prennent le pouvoir ne sont pas forcément des démocrates non plus. J'aime autant qu'on ait des chefs de l'Etat, dans ces pays, un peu vieillissants qui ne sont pas toujours des grands exemples de démocratie (on peut éventuellement leur donner quelques conseils) mais j'aime mieux essayer de développer avec eux des échanges entre professeurs d'universités, permettre à des industriels français d'investir sur leur territoire, ouvrir des restaurants, des hôtels, favoriser des échanges culturels qui vont donner une ouverture intellectuelle et un avantage économique qui permettra que les jeunes sur place pourront vivre, que de confier le pouvoir à des gens qui auront des conceptions tout à fait opposées aux nôtres, car là on aura un choc de civilisation au retour. Ils sont en face de nous, de l'autre côté de la Méditerranée. On oublie également que dans ces pays, il y a une croissance démographique tout à fait extraordinaire. S'il y a des dizaines et des dizaines de millions de jeunes gens de moins de vingt ans qui sont affamés, ils vont prendre des bateaux pour venir vers l'Europe.

### L'indépendance nationale

Dernier thème, l'indépendance nationale. Eux, parce que ça les arrange, parce qu'ils aiment être au-dessus d'une espèce de fumier qui est entrain de décomposer l'Europe occidentale, ils préfèrent en tirer les bénéfices financiers et médiatiques, ils ont choisi le renoncement, ils ont choisi le déclin. Je crois qu'il est temps d'opérer un

redressement qui sera fondé, me semble-t-il, sur l'indépendance nationale. Il faut peut-être que l'on voit avec nos amis européens s'il n'y a pas trois petites choses à renégocier en matière économique. Je vois bien quand même que pour l'instant la politique économique conduite de Francofort ne nous a quand même pas emmenés vers un franc succès. J'ai bien peur qu'en matière de politique étrangère, madame Ashton ait plutôt envie d'aller négocier avec les Turcs que les Arabes. J'ai bien peur que les Allemands aient choisi une autre identité, j'ai bien peur qu'on n'ait pas pris conscience des intérêts actuels de la Russie. Bref, en ce moment, on nage en pleine méconnaissance de tous les dangers internationaux qui menacent le monde dans son entier, l'Europe en particulier et le pourtour de la Méditerranée plus précisément. Alors, je dis que si quelque chose nous sépare des gens de gauche et si l'on veut véritablement aller beaucoup plus loin, parce que si l'on veut rester français et si l'on veut encore qu'il reste une France, il faut essayer de redresser notre pays en défendant le thème de l'indépendance nationale.

Pour conclure, je ne résiste pas à citer à propos droite/gauche une phrase que j'ai retrouvée qui est celle de notre maître à tous, le général de Gaulle qui disait : «Il y a l'éternel courant du mouvement qui va aux réformes, qui va au changement, qui est naturellement nécessaire. Il y a aussi un courant de l'ordre, de la règle, de la tradition, qui, lui aussi, est nécessaire. C'est avec tout ça qu'on fait la France».

# HISTOIRE DE LA DETTE PUBLIQUE

par François-Georges DREYFUS

professeur émérite à la Sorbonne, membre du comité d'honneur du M.I.L

intervention lors de la XXI<sup>e</sup> Convention Nationale du M.I.L

Chers amis, chers compagnons, je vais essayer de poser un certain nombre de problèmes au sujet de la dette. Il ne faut pas se faire d'illusion, la dette est un problème constant dans l'histoire de France.

### L'Etat manque d'argent

Depuis qu'il y a un Etat en France, c'est-à-dire depuis Philippe Auguste (1200) ou Philippe Le Bel (1300), l'Etat manque d'argent. Philippe Le Bel avait trouvé une solution extraordinaire. Il a arrêté les Templiers (1307), il supprime l'ordre des moines-soldats, il expulse les Juifs après avoir confisqué leurs biens (1305), il expulse les banquiers lombards après avoir confisqué leurs biens. Ainsi il va peu à peu rétablir l'équilibre budgétaire et supprimer la dette française. Puis il y a la guerre de Cent Ans (1337 à 1453), querelle dynastique entre la France et l'Angleterre. Bien évidemment cela coûte très cher et on s'endette. Pour payer les soldats et les armements, pour en même temps aider les paysans à survivre, pour compléter le ravitaillement d'un royaume.

Les choses s'arrangent sous Charles VII (1445), avec un ministre des finances trésorier général, Jacques Cœur (1440), qui arrange les finances de la France mais qui arrange aussi les siennes (le palais de Bourges).

Nous sommes en 1491 : la fin du Moyen-Age. Dans ces conditions, les choses semblent aller mieux surtout avec son fils Louis XI mais les guerres d'Italie (1499), et la Renaissance artistique (Chambord) coûtent très cher. Dans ces conditions, avec les guerres de religions (de 1559 à 1594, sacre d'Henri IV), la situation devient dramatique et il faut récupérer des moyens financiers. Henri IV a une idée géniale : il va vendre les fonctions et les offices. Si la République d'aujourd'hui vendait les titres de noblesse (500.000 € pour un titre de comte et de 200.000 € pour un titre de baron) je vous garantis qu'il y aurait des candidats et vous arriveriez à récupérer une soixantaine de millions. Ce n'est pas beaucoup mais c'est ce qu'a fait Henri IV.

Puis Louis XIV (1661-1715) avec Versailles et les guerres a coûté très cher. Ainsi il n'y a pas de système véritable, en France, d'économie financière solide. D'où également

des tentatives de réformes. Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous avons une série de gouvernants de grande qualité : de Machault d'Arnouville (1745-1757) à Turgot (1774-1776) qui essayent de faire des réformes profondes. Mais en fait, elles échouent et la situation est aggravée par la guerre d'indépendance des Etats-Unis (1778-1783) qui va coûter extrêmement cher. On reconstitue une flotte de grande qualité, certes, mais on se trouve dans une situation telle que le roi est forcé de convoquer les Etats généraux et c'est la Révolution française (1789). La Révolution va trouver une solution très simple : confisquer les biens du clergé et les vendre comme biens nationaux (1790), en créant une nouvelle monnaie qui est l'assignat (assignat signifie gagé) qui vaudra un jour ce qu'elle vaut comme au bois du papier c'est-à-dire rien du tout. Arrive Bonaparte qui rétablit les finances et donne à la France une monnaie, le franc « germinal » en France, qui va être stable de 1802 jusqu'en 1914. Pendant 112 ans la monnaie française est une monnaie modèle.

## La 3<sup>ème</sup> République

Aujourd'hui on nous dit «il n'y a pas de croissance car nous sommes endettés, nous avons un déficit budgétaire». Mais il y a un contre-exemple et le contre-exemple c'est la 3<sup>ème</sup> République. La quasi-totalité des budgets de la 3<sup>ème</sup> République sont des budgets équilibrés et généralement excédentaires et la croissance française est nulle. De 1870 à 1914, le PIB double en France, alors qu'il augmente de plus du triple en Allemagne. C'est le moment où commence le différentiel franco-allemand. Nous sommes dans une situation qui va être extrêmement difficile avec la Première Guerre mondiale (1914-1918), détonateur important sur le plan financier. A propos de la 3<sup>ème</sup> République, je voudrais dire que la France a de l'argent. C'est la gestion du «bon père de famille». D'où des grands projets de construction de chemins de fer, de canaux (et en particulier on préconise la construction d'un canal du nord de l'Escaut à la Seine en 1887 par monsieur de Frayssinet et sera prévu et terminé paraît-il en 2014 !). Pendant ce temps-là l'Allemagne construit un canal qui va de la Rhur à la Vistule et par conséquent donne à l'économie allemande des moyens que nous n'avons pas. Le différentiel franco-allemand ne date pas de ces dernières années, comme on le dit un peu trop souvent dans les journaux, mais remonte à la 3<sup>ème</sup> République où le taux de croissance allemand est toujours largement supérieur au taux de croissance français. On est très content en France sous la 3<sup>ème</sup> République quand la croissance du PIB annuelle est de 0,5 % et cela va durer pendant 40 ans.

Par conséquent, la 3<sup>ème</sup> République est économiquement une période d'excédent budgétaire, de diminution de la dette et de sous-développement économique. On n'en parle jamais, on n'ose pas le dire mais c'est un élément important. Il va disparaître un peu en partie entre 1920 et 1930. Mais à partir de cette date, l'économie allemande va faire un bond extraordinaire au temps du Führer, le national socialisme va reconstituer l'économie allemande dans des conditions beaucoup plus importantes qu'on ne le croit, le PIB français de 1929 à 1938 diminue, le PIB allemand augmente de 50 % en 10 ans. Donc une situation que l'on retrouve en fin de compte après la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale. Cette guerre est dramatique à tous égards : la défaite de 1940, l'occupation coûte 400 millions de francs par jour que l'on verse à l'Allemagne. Si vous comptez que un franc de l'époque vaut

presque 1/2 euro, donc 200 millions d'euros chaque jour donnés à un Etat occupant. Dans quelle situation va-t-on se retrouver à la libération ?

A la libération, la France a une dette immense qui représente, selon les périodes, entre 80 et 90 % du PIB, c'est-à-dire beaucoup plus qu'aujourd'hui. Et cela n'empêche pas la croissance ! Je vais être un peu méchant parce les ministres sautent très souvent et s'il n'y a pas de politique ministérielle il y a une politique de très hauts fonctionnaires. Est-ce que vous connaissez les noms des ministres des finances de la 4<sup>ème</sup> République ? Vous en connaissez au moins un Antoine Pinay et vous connaissez aussi les grands fonctionnaires de l'époque Louis Armand à la SNCF, Jean Monnet au Plan, etc... Et ce sont eux qui vont permettre au général de Gaulle et à Pinay notamment de reconstituer l'économie française et les finances françaises entre 1959 et 1970.

## La 5<sup>ème</sup> République

Durant la 5<sup>ème</sup> République, il n'y a pas de déficit pendant une période qui va de 1959 à 1978. Et pourtant, ça n'empêche pas de grands projets, de grands programmes et de politiques d'économie considérables. Après 1970, avec le premier choc pétrolier, la situation financière s'aggrave incontestablement et les budgets sont presque tous déficitaires donc il faut emprunter. On est dans une situation comparable à celle avant 1789. On veut faire des réformes et on les fait mal. L'exemple le plus typique, parce que c'est celui qui va coûter le plus cher, c'est la réforme régionale, celle des collectivités locales où l'on voit, je crois ne pas me tromper, à la fois dans une région, un recteur, chancelier des universités et patron de l'académie et un directeur régional de l'enseignement supérieur : il y a un double emploi. Et le résultat est très simple : durant cette période, le nombre des fonctionnaires des collectivités locales passe de 600.000 en 1969 (fin du gouvernement du général de Gaulle) à 1.500.000 en 1996 à 2.700.000 aujourd'hui. Par conséquent, voilà une réforme qui a été loupée. Pour la décentralisation, il faudrait peut-être avoir présent à l'esprit qu'elle pourrait se faire autrement. En Allemagne, les länder ont plus de pouvoirs mais en même temps une plus grande autonomie et plus grande liberté. Il n'y a donc pas de double emploi.

Je voudrais surtout souligner c'est que durant cette période le déficit budgétaire, la dette

importante qui ne cesse de grandir n'a pas empêché la croissance économique de la France. Mais cela a impliqué des vraies réformes. Je vais vous parler d'un souvenir très précis : j'ai été pendant six ans avec Jacques Toubon vice-président des clubs 89. En 1997-1998, nous avons préconisé mon collègue Bourdud, qui était l'autre vice-président du club, et moi-même une réforme de l'éducation nationale en constatant qu'au taux européen il y avait environ 80.000 enseignants de trop. Il y en a encore trop aujourd'hui, malgré les dégraissages très bien fait par les gouvernements de M. Sarkozy. On en a supprimé que 50.000. Je prends un simple exemple : il y a en Angleterre, en Allemagne et dans les pays scandinaves de 15 à 16 élèves par enseignant. En France, nous sommes à 12,5. Donc il y a de la marge.

Ce sont ces genres de réformes qui sont très difficiles à faire, qui demandent beaucoup de courage, qui sont très impopulaires et qui expliquent un certain nombre de difficultés que rencontre notre président actuel qu'il faut soutenir parce qu'il fait justement les réformes qui sont nécessaires. En fait, ayons conscience que de 1960 à 2000, du temps des monnaies franc et deutsche mark. En 1948, quand le deutsche mark est créé, il suffit de 80 centimes pour avoir 1 mark. En 1959, 1 nouveau franc vaut 1 mark au point que les pièces de 5 Frs doivent être utilisées dans des machines à sous allemandes. Mais, en 2000, au moment où va naître l'euro, le mark coûte 3 Frs et quelques centimes. Par conséquent, il y a eu inflation en France et cela n'a pas empêché la croissance, je dirais presque, au contraire. Car l'inflation est un moyen de faire disparaître la dette. Dans ces conditions, il ne faut pas que nous oublions quand même, quand on parle de ce genre de problème, des aspects négatifs de la dette parce qu'elle devient beaucoup trop lourde et les aspects positifs que peut entraîner une certaine inflation et un certain déficit budgétaire. Je ne vous cache pas, par exemple, que je regrette que le plan de relance ait été un petit peu «biscornu». 35 milliards, ce n'était pas assez. Il fallait y mettre 50 à 60 milliards d'euros. Lancer des programmes de construction du logement, d'autoroutes et de remise en état des voies ferrées.

Voilà une vision peut-être pas tout à fait classique, une vision historiquement et politiquement correcte mais qu'il faut avoir présent à l'esprit quand on fait des réunions avec des gens que l'on veut convaincre.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... Portable ..... Télécopie .....  
Courriel .....@..... Date et lieu de naissance .....  
Profession .....

- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €  20 €  
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année ..... :  
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €  
 Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple (sans journal) : 30 €  
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €  
 Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 60 €  
 Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Date ..... Signature .....

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex – Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.

|  |  |   |
|--|--|---|
| <b>Nicolas SARKOZY</b><br>le seul capable de<br><b>BATTE la GAUCHE</b> | <b>IMMIGRATION</b><br><b>TROP</b><br>c'est <b>TROP</b> | <b>Primaires PS</b><br><b>FRANÇAIS</b><br><b>FICHÉS</b> |
| <b>L'action civique</b><br>est au <b>MIL</b>                           | <b>les gaullistes</b><br>sont au <b>MIL</b>            | <b>les patriotes</b><br>sont au <b>MIL</b>              |

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.  
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale-Diptyché imprimé)

**MIL : La droite**  
civique, gaulliste et patriote